

Brexit : des voyous et une délinquante qui décident



Article rédigé par *Evelyne JOSLAIN*, le 08 avril 2019

Qu'y a-t-il de commun entre les élections présidentielles françaises de 2017, la "collusion Trump-Russie", inventée de toutes pièces par la gauche dès avril 2016, et le Brexit voté en juin 2016 mais jamais mis en vigueur et désormais repoussé aux calendes grecques? Coups d'Etat, non militaires mais tout aussi factieux, commis par les "élites" puissantes, unies par dessus les frontières contre les peuples et la démocratie.

En France, le "peuple de droite" avait une mince chance avec Fillon de rompre avec le socialisme du "peuple de gauche" de Mitterrand qui plombe le pays depuis 40 ans; les autorités politico-financières et leurs laquais des média ont donc simultanément tué Fillion et imposé, d'en haut, un presque inconnu douteux, avec sa chambre législative surgie de nulle part, présenté comme "unique recours". La manigance a marché et perdure, nonobstant gilets jaunes et pseudo-grand débat national, et personne n'a été inquiété...

Aux Etats-Unis, après 3 années de tort infligées au candidat puis président-dûment-élu Trump, et 35 millions de dollars gaspillés dans l'enquête Müller sur des allégations, des braves gens salis et ruinés tandis que d'autres se sont scandaleusement enrichis, la gauche maintient toujours que sa candidate sans talent et corrompue a été spoliée, sans mentionner que c'est elle, Clinton, qui est coupable d'années de collusion avec des oligarques russes à des fins d'enrichissement personnel, via la Fondation Clinton, et que la surveillance et les poursuites, illégales autant qu'infondées contre Trump, n'ont pu avoir lieu qu'avec la complicité tacite d'Obama qui pensait protéger son legs destructeur en couvrant son ex-ministre. On espère que le Ministre de la Justice William Barr va enfin lancer une enquête contre ces coupables très haut placés même si on sait qu'il y aura toujours des volontaires prêts à tomber pour eux... Le minimum serait que les médias et les politiciens coupables fassent leurs excuses au président, à sa famille et aux contribuables américains.

Au Royaume-Uni, "l'Etat profond" est en majorité européiste, donc "restard", et, dans la dernière longueur, donne libre cours à ses contorsions anti-Brexit: soit pas moins de 70% des parlementaires qui n'hésitent pas à trahir 17,4 millions d'électeurs, 52% alors et plus depuis. Un "marécage" de hauts fonctionnaires de Whitehall et de ministres du gouvernement qui agissent éhontément en fonction de leurs intérêts idéologiques ou carriéristes, sans oublier l'inepte PM Theresa May, dont la fourberie personnelle semble sans fond et dont l'incompétence s'avère intentionnelle autant que naturelle. Rondement menées par de vrais experts et un leader digne de ce nom, les négociations du Brexit auraient dû être pliées fin 2018. Ou même plus tôt. Là aussi, le peuple rêve de punition pour ces criminels en col blanc mais en attendant, le spectacle n'est pas beau à voir: le vote populaire supérieur bafoué et la fière Albion rabaissée aux yeux du monde au rang de république bananière.

May a perdu la main depuis longtemps et cédé le pouvoir aux Communes dès mars mais le 29, jour de libération, au lieu de proclamer enfin une sortie sans accord, le No Deal Brexit, conformément à la Loi de Retrait, elle ose représenter une 3e fois aux Communes son Brexit-de-Nom-Seulement, tout à l'avantage de l'UE, et y attache un appât: si son BRINO passe, elle s'en va le 22 mai (et plus en décembre 2019 comme son sauvetage de décembre 2018 le lui permet). Elle se sait méprisée et haïe, traître notoire ayant volontairement mené Brexit au naufrage, mais elle s'accroche pitoyablement à ses maîtres de l'UE. May évidemment battue une 3e fois, "un groupe de députés-voyous menés par Oliver Letwin et Dominic Grieve (tous deux désavoués par leurs associations locales respectives) lancent leur coup d'Etat contre le peuple afin de détruire Brexit", accuse le député Brexiteur Mark François. Les événements se bousculent, hallucinants: Letwin se pose pendant quelques jours en Premier Ministre... C'est alors que May, le 3 avril, appelle nul autre que Jeremy Corbyn pour l'aider à trouver une solution! Elle confère ainsi une dignité qu'il ne mérite en rien à ce marxiste anti-anglais (toujours du côté des terroristes, irlandais puis islamistes), anti-sémite et anti-Brexit virulent, dont l'étoile pâlisait au parti travailliste en raison de son extrémisme, et le propulse

comme alternative possible. On est sidéré par tant de stupidité! La suite, c'est que Corbyn (qui veut un "deuxième référendum" dont on se doute que les forces en place feraient tout pour en fausser les résultats: distorsions, abaissement de l'âge du vote, intimidations de toutes sortes...) arrive à arracher le 5 avril le passage de l'Amendement Cooper-Letwin qui vise à tuer le Brexit par deux mesures: interdire le No Deal et rallonger les délais de sortie jusqu'après ...2022! Incroyable mais vrai, ce vote a été rendu possible par l'apport d'une voix, celle de Fiona Onasanya, pas un produit typique des Iles Britanniques mais néanmoins élue et sortie de prison à temps pour voter, malgré le port de son bracelet électronique...Voilà ce que font "quelques voyous prêts à tout et une délinquante" (s'indigne Andrea Leasom) au plus bel exemple de démocratie survenu depuis 1945. Si les Lords s'alignent et si May obtient de Bruxelles son "extension", les Anglais devront participer aux prochaines élections européennes, 3 ans après avoir voté pour sortir de l'Union infernale et alors que, selon tous les sondages, 70% de la population veut en finir là, tout de suite, même ou surtout sans accord. Moralité: Nulle sortie possible de l'Union Européenne.

Et c'est sur ce coup parlementaire crapuleux que se terminerait l'histoire du Brexit ?

Evelyne JOSLAIN